

Bruxelles va-t-il enfin s'intéresser au cas iPod + iTunes ?

Le modèle économique d'Apple et de son couple exclusif iTunes + iPod continue à faire des remous. Rappelons qu'en théorie, un morceau acheté sur la plate-forme en ligne d'Apple (protégé en AAC) ne peut être lu que sur le baladeur star de la firme. Ce qui a notamment permis à Apple de dominer sans partage ce marché très juteux.

Dénoncé par de nombreuses associations de consommateurs et par certains politiques, le 'système Apple' pourrait aujourd'hui s'attirer les foudres de Bruxelles.

La commissaire européenne à la Protection des consommateurs Meglena Kuneva a déclaré dans une interview au magazine allemand *Focus* : « Vous trouvez normal qu'un CD puisse être lu par tous les lecteurs CD mais que seul un iPod puisse lire une chanson achetée sur iTunes? Moi, pas. Il faut changer quelque chose ». Voilà qui a le mérite d'être clair.

Mais la commissaire bulgare est peut-être allé un peu vite en besogne. Une fois cette déclaration connue, une porte-parole de l'exécutif européen s'est empressée de souligner qu'elle reflétait l'opinion personnelle de la commissaire et non la position de la Commission.

« Je ne pense pas qu'elle l'entendait comme l'expression d'une position politique définitive. A ce stade, c'est son sentiment instinctif », a déclaré Helen Kearns.

Visiblement, le sujet est sensible. Et Bruxelles semble vouloir prendre des gants face au modèle anti-concurrentiel d'Apple. Ce qui doit faire hurler Microsoft régulièrement attaqué pour abus de position dominante.

Les commissaires européens devraient pourtant être informés des multiples initiatives des associations européennes de consommateurs réclamant l'interopérabilité.

Trois associations scandinaves -une suédoise, une norvégienne et une danoise, ont ainsi décidé de faire pression sur Apple pour qu'il rende son système iPod interopérable avec d'autres lecteurs multimédia du marché. Quelques mois après, la France et l'Allemagne rejoignent cette initiative.

En France, lors du débat autour de la fameuse loi DADVSI, Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la Culture avait même déclaré vouloir « briser l'emprise » d'iTunes. « Notre intention avec cette loi est de casser l'emprise d'une technologie sur des oeuvres culturelles. Quand j'achète un CD ou une vidéo sur internet, je dois pouvoir le lire sur n'importe quelle machine », avait-il déclaré.

De son côté, l'association UFC Que Choisir ? a plusieurs fois dénoncé « l'arnaque » de la musique en ligne et l'exclusivité du couple iPod et iTunes.

Apple a longtemps et systématiquement retourné une fin de non-recevoir à toutes ces demandes. Son duo star représente aujourd'hui une part trop importante de son chiffre d'affaires.

Néanmoins, Steve Jobs, patron de la firme à la pomme s'est récemment déclaré hostile aux DRM, ces verrous techniques qui empêchent à un fichier d'être lu sur n'importe quel support. Ce sont

pourtant ces verrous qui brident l'utilisation des fichiers vendus sur sa plate-forme.

« Nous pouvons continuer sur ce chemin des DRM, ou proposer la vente de licences pour que d'autres puissent utiliser la technologie FairPlay, ou bien carrément choisir de supprimer la technologie DRM. Apple est plutôt en accord avec cette ultime option, dans la mesure où les DRM sont inefficaces puisqu'elles n'empêchent absolument pas le piratage. », a-t-il écrit dans une lettre ouverte aux Majors.

Une telle déclaration n'est pas passée inaperçue. *« Je trouve qu'il est très intéressant de voir que la compagnie qui a fait les plus extraordinaires profits avec les DRM donne désormais la leçon à l'industrie sur ce ton : Messieurs vous avez créé le problème alors maintenant, merci de nous en débarrasser. »*, commente un analyste du Gartner.

Rappelons que Bill Gates s'est déclaré contre les DRM. Alors que Microsoft use et abuse des DRM, notamment au sein du duo baladeur Zune et plate-forme Zune Marketplace, le fondateur de la firme estime aujourd'hui que les DRM ne sont pas la bonne solution. En tout cas, en l'état.

Enfin, certains groupes commencent à comprendre que les DRM pénalisent leurs business. Ainsi Yahoo ou Virgin vendent des morceaux sans DRM. Même s'ils sont encore minoritaires, ils illustrent un changement d'état d'esprit qui finira bien par s'étendre.

Autant d'éléments qui devraient enfin pousser l'Europe, pourtant obsédée par la libre concurrence, à réagir.